



CentraleSupélec

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

CCTP n°2025-072

Fourniture et installation de mobilier dans le cadre du renouvellement de matériel ou de complément de mobilier existant de CentraleSupélec – campus Ile-de-France

Sommaire

1.	Contexte	2
2.	Objet du marché	2
3.	Dispositions techniques générales et Politique d'achat de CentraleSupélec	3
3.1.	Politique d'achat de CentraleSupélec	3
3.2.	Principes généraux.....	3
4.	Besoins et prestations attendues	3
4.1.	Expression du besoin	3
4.2.	Détails des prestations attendues	4
4.2.1.	Réalisation des commandes	4
4.2.2.	Livraisons	4
4.3.	Préconisations techniques particulières	6
4.3.1.	Références QUALITÉ DES MATÉRIAUX	6
4.3.2.	Certifications QUALITÉ	8
4.3.3.	Rappel des notions de sécurité incendie	10
5.	Matériaux et description des 4 gammes	10
5.1.	Gamme 1- TABLES ET BUREAUX.....	11
5.2.	Gamme 2 - ASSISES	11
5.3.	Gamme 3 - RANGEMENT	12
5.4.	Gamme 4 – MOBILIER SPECIFIQUE	12
6.	Délais de livraison et gestion des commandes non-conformes.....	12
6.1.	Devis.....	12
6.2.	Délai de livraison	13
6.3.	Gestion des fournitures non-conformes et des reliquats	13
6.4.	Visites et bilans annuels	13
7.	Constatation de l'exécution des prestations.....	14
8.	Garantie des prestations	14
8.1.	Garantie sur ensemble du mobilier	14
8.2.	Garantie des autres pièces	14
9.	Performances environnementales et sociales	15
9.1.	Exigences environnementales	15
9.2.	Responsabilité sociale.....	15
9.3.	Haute Qualité Environnementale	16

1. Contexte

CentraleSupélec est un Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un Grand Établissement, relevant de la tutelle conjointe du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Économie, de l'industrie et du numérique.

Le 1er janvier 2015, CentraleSupélec voyait officiellement le jour, unissant définitivement l'École Centrale Paris et Supélec, deux grandes écoles d'ingénieurs françaises. Depuis 2009, les deux Écoles n'ont cessé de renforcer leurs partenariats et collaborations dans l'objectif de couvrir la totalité de leurs activités (formation initiale, recherche et formation continue) et d'affirmer les valeurs partagées d'excellence, d'innovation, d'entrepreneuriat, d'ouverture internationale et de leadership.

Aujourd'hui, CentraleSupélec se compose de 4 campus situés à Gif-sur-Yvette (Essonne), à Paris, à Metz (Moselle) et à Rennes (Ille-et-Vilaine).

Le présent marché a pour objet de fourniture de mobilier sur les deux campus de Gif-sur-Yvette et Paris.

Le campus de CentraleSupélec à Gif-sur-Yvette, sur le quartier Joliot-Curie, accueille environ 5000 usagers (dont 4000 étudiants) et est composé de différents bâtiments :

- **Le Bâtiment Eiffel**, un bâtiment conçu par l'agence d'architectes néerlandaise OMA, comme un lieu de travail, de vie et d'échanges qui mixe espaces d'enseignement et de travail collaboratif, laboratoires, bureaux, restauration, etc.
- **Le Bâtiment Bouygues**, un second bâtiment (construit en partenariat public-privé avec Bouygues Bâtiment IDF-EPP) qui accueille des activités d'enseignement et de recherche, mais aussi des espaces mutualisés à l'échelle du quartier : gymnases, salles de sport, salles d'enseignement, etc.
- **Le Bâtiment Breguet**, dédié à l'enseignement et la recherche, est fermé depuis décembre 2023 pour réhabilitation et sera progressivement ouvert à l'été 2026.

Le futur campus parisien de CentraleSupélec « **Sébastien Guyot** » se trouve à proximité de la Porte d'Italie, entre les boulevards des Maréchaux et le boulevard périphérique. Il est situé au 7 rue Sainte-Hélène sur le territoire de Gentilly.

Ce futur campus pourra accueillir 1 350 personnes sur 5 710 m² et 6 étages.

L'ouverture de ce bâtiment est prévue au cours du premier semestre 2026 et rentrera en pleine activité en septembre 2026.

2. Objet du marché

Le présent document établit les clauses techniques et particulières de l'accord-cadre pour la fourniture, la livraison et l'installation de mobilier pour les campus CentraleSupélec de Gif-sur-Yvette et de Paris.

Il expose les exigences qualitatives, quantitatives et réglementaires imposées dans le cadre de l'ameublement intérieur de l'école CentraleSupélec pour les deux sites.

3. Dispositions techniques générales et Politique d'achat de CentraleSupélec

3.1.Politique d'achat de CentraleSupélec

L'école CentraleSupélec s'attache à fournir à ses usagers du mobilier adapté répondant aux conditions de vie et de travail de qualité au sein de l'établissement. L'école est en effet attentive à l'aménagement des postes de travail ainsi qu'à la protection de la santé des usagers, afin d'optimiser les facteurs de production et de bien-être.

La prise en compte du développement durable et de la protection de l'environnement, ainsi que la responsabilité sociale des acheteurs, sont des éléments pleinement attendus des candidats à la consultation. Ces attentes sont décrites à l'article 9.

CentraleSupélec s'inscrit dans une « démarche d'achats éco-responsables ». Les candidats sont alors tenus de se conformer exclusivement aux modèles et principes édictés « catalogue » en annexe.

3.2.Principes généraux

Le mobilier repose sur des principes de confort d'utilisation, de simplicité formelle, d'atemporalité, de légèreté et de transparence. Une importance particulière est aussi portée sur la robustesse et la simplicité des assemblages, afin de garantir une qualité épurée du détail et la qualité esthétique des modèles retenus.

Le mobilier existant et sollicité évite toutes aspérités ou éléments qui pourraient mettre en péril la sécurité des usagers.

Le mobilier est destiné à un usage intensif, et confronté à des usagers dont l'activité s'assortit d'un degré substantiel de dégradation.

4. Besoins et prestations attendues

4.1.Expression du besoin

Le titulaire est tenu de répondre aux besoins suivants :

- fourniture et livraison de mobilier (avec installation/montage si nécessaire) ;
- remplacement de mobilier ;
- renouvellement de mobilier ;
- complément de mobilier existant ;
- réparation de mobilier existant ou pièces détachées ;

- fourniture de documentation technique concernant le mobilier commandé (notice, instructions de montage) permettant une gestion optimisée en interne pendant toute la durée de vie du produit

4.2.Détails des prestations attendues

4.2.1. Réalisation des commandes

Chaque service de l'école (direction, service ou laboratoires) est responsable de ses achats. Il peut s'agir de renouvellement de matériel, de complément de mobilier existant ou encore de nouvel achat pur et simple de mobilier. Le pôle réception de la Direction de l'Immobilier, du Patrimoine et de l'Environnement de Travail (DPIET) de CentraleSupélec accompagne, coordonne et centralise l'ensemble des demandes d'achat de mobilier.

Chaque commande fera l'objet de l'émission d'un bon de commande après validation d'un devis.

Les commandes porteront essentiellement sur les matériels décrits au Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Mais si les produits figurant au BPU ne répondent pas aux besoins exprimés, des commandes sur catalogue pourront être réalisées dans les conditions définies au CCAP du présent marché.

Les candidats sont donc tenus de proposer un catalogue complémentaire au BPU en indiquant dans leur offre un taux de remise applicable sur l'ensemble du catalogue (de base au tarif Education).

Les commandes de mobiliers portent pour la quasi-totalité sur les références présentes aux **Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) annexe 1**, respectifs des **4 gammes**.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Le délai d'exécution des bons de commande démarre à compter de la date de notification du bon.

Les prix indiqués au BPU ainsi que ceux des devis émis suite à une étude (mobilier sur mesure) incluent la prestation de livraison. Ils comprennent également la prestation de montage/installation (lorsque celle-ci est demandée).

4.2.2. Livraisons

Points possibles de livraison :

CentraleSupélec

Bâtiment Eiffel

Campus de Gif-sur-Yvette
Plateau du Moulon
2 rue Nozelin
91190 Gif-sur-Yvette

Bâtiment Breguet

Campus de Gif-sur-Yvette
Plateau du Moulon
3 rue Joliot Curie
91190 Gif-sur-Yvette

Bâtiment S. Guyot

Campus de Paris
7 rue Sainte Hélène
75013 Paris

Le détail des accès aux points de livraison seront précisés à la signature de l'accord-cadre.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les meilleures conditions. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison est de la responsabilité du prestataire.

Le déchargement des livraisons incombe au prestataire au moyen des ressources humaines et du matériel adéquat, jusqu'à la zone de stockage qui aura été définie avec le titulaire à la signature de l'accord-cadre. Le titulaire ne devra pas se contenter de laisser les fournitures sur le trottoir devant l'adresse de livraison, mais devra déposer à l'endroit prévu à cet effet et désigné par les services. A défaut, le titulaire encourt une pénalité indiquée dans le CCAP.

Horaires de livraison :

Campus de Gif-sur-Yvette

Du lundi au vendredi : 8h00-16h30

Campus de Paris

Du lundi au vendredi : 8h00-16h30

Conditions d'installation et de montage :

L'installation du mobilier livré s'effectuera par le titulaire. Celui-ci veillera à enregistrer sa livraison exclusivement auprès :

- Du Pôle réception de CentraleSupélec et de ses responsables pour le site de Gif-sur-Yvette
- Du responsable de site pour le campus de Paris

Ce sont ces derniers qui prendront alors en charge l'accueil des livraisons et accompagneront l'entreprise pour l'installation.

Les deux campus disposent d'ascenseurs ou monte-charges pour l'accès aux divers espaces à meubler.

Il est attendu spécifiquement du titulaire concernant l'installation et le montage :

- La présence impérative d'un représentant du fabricant ou du fournisseur ;
- Une main-d'œuvre adaptée à l'installation des mobiliers ;
- De procéder à l'installation du mobilier conformément aux indications fournies par les représentants du Pôle Réception de CentraleSupélec et du responsable de site de Paris ;
- De récupérer l'ensemble des emballages après installation et de nettoyer la zone ;
- De remettre un dossier comprenant toutes les références des mobiliers, matériaux et finitions (fiches techniques, notices de montage).

Bons de livraison :

Le titulaire doit remettre à chaque livraison un bon de livraison devant mentionner :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande
- Le nom de l'expéditeur (références du fournisseur) ;
- Le nom et l'adresse du destinataire (CentraleSupélec) ;
- Les références et quantités des articles livrés
- La date de livraison ;

4.3.Préconisations techniques particulières

4.3.1. Références QUALITÉ DES MATÉRIAUX

Marquage des mobiliers :

Tous les mobiliers seront marqués indélébilement, en un point facilement accessible mais non directement visible, « Propriété de CentraleSupélec ». La maquette de cette étiquette sera validée par CentraleSupélec avant toute utilisation.

Chaque mobilier livré devra comporter une étiquette discrète mentionnant :

- le nom de l'établissement,
- la date de livraison.

Cette étiquette devra être placée en partie non visible (ex. : sous une chaise ou une table).

Elle permettra d'assurer la traçabilité du mobilier, notamment pour le suivi de la garantie.

Aciers :

L'acier ne devra pas présenter de traces de piquage ou de rouille.

Les dimensions, caractéristiques et tolérances dimensionnelles seront conformes aux normes françaises en vigueur.

Toute la visserie et la boulonnerie, visible ou non, sera en acier bichromaté ou en acier inoxydable.

L'acier utilisé E.24.2 pour laminés marchands, tôles, plats et barres laminées à chaud sera conforme aux dispositions des normes s'y rapportant.

Aciers Inoxydables (accessoires divers) :

Les aciers inoxydables utilisés seront du type chrome – nickel 18.10. Les nuances de cette catégorie sont AISI 304 et AISI 302 (Z6 CN 18.09, Z10 CN 18.09).

Alliage d'aluminium :

Les profils seront conformes aux normes AFNOR et, en particulier, les normes N.F.A. 57.312 et 50.411 concernant les profilés en alliage léger filé et N.F.A. 57.702 concernant les pièces moulées en alliage d'alu.

Les tôles pliées et formées seront conformes aux normes NF A 02.004 et NF A 02.104.

NOTA : Dans tous les cas de jonction entre pièces en alliage léger et pièces en métaux susceptibles de donner lieu à un couple électrolytique, il est prévu une interposition de matériau ou produit isolant (rondelles, peinture bitumineuse, film plastique, etc....)

Aciers bruts :

La protection comprend, soit :

Type 1 : dégraissage, décapage, décalaminage / Une couche de primaire anti rouille / Retouches après pose.

Type 2 : galvanisations au trempé suivant norme NF en vigueur.

Type 3 : dégraissages, décapage, décalaminage ou sablage, galvanisation au trempé suivant normes N.F. en vigueur / Une couche de primaire anti rouille / Retouche après pose.

Type 4 : Traitement de laquage : par traitement de laquage spécial, titulaire du label QUALICOAT (coloris au choix de l'architecte dans la palette RAL)

Un revêtement antidérapant sur les tablettes doit éviter la chute des documents lors de la manipulation

Type 5 Anodisation : par traitement d'oxydation anodique de classe 20 teintes au choix de l'architecte, titulaire du label - EWAA – EURAS.

Bois :

Tout le bois utilisé doit être certifié FSC.

Qualité de fabrication :

Le titulaire se doit de respecter dans la mesure du possible l'ensemble de ces indications ou faire savoir celles qui seront difficiles à respecter.

Tous les matériaux seront exécutés soit en profilés normaux ou profilés spéciaux, soit en tôle, soit en tube.

Les aciers devront être parfaitement dressés et dégauchis ; les assemblages seront parfaitement ajustés, les faux plis et les pliures seront une cause de refus des ouvrages.

Les soudures devront être exécutées avec un minimum de reprises et provoquer la fusion totale sur l'épaisseur des bords, avec liaison parfaite de part et d'autre, sans collage ni vide ni soufflure ni bavure ni démaigrissement et avec une légère surcharge à la surface.

Les perçages et découpages devront être nets, sans reprise des arrêtes, ni creux, ni affouillement.

Les assemblages seront parfaitement ajustés, exécutés à coupe d'onglet, les profils bien dressés, sans jarret ni cassure.

Les tôles seront parfaitement planées, de préférence à la machine à rouleaux.

Le pliage de la courbure des tôles s'effectuera à froid, au moyen d'un équipement mécanique convenable, c'est-à-dire d'un seul coup sur toute la longueur de la tôle.

Les profils ne pourront être différents de ceux demandés au présent devis, qu'après accord avec la maîtrise d'œuvre.

Sur les parements vus, les assemblages ne devront présenter aucune vis apparente et les travaux de soudure seront parfaitement ragrés et meulés pour rester parfaitement invisibles.

Les ouvrages forgés sur profilés ou tubes comporteront des cintres parfaitement ajustés ou débillardés sans déformation de la section.

Les trous, lumières et grugeais seront exécutés avec précision, tout masticage ultérieur est à proscrire.

Les traces de soudure seront affluées partout où elles seraient nuisibles à l'esthétique ou au bon fonctionnement des ouvrages.

Les soudures à l'arc, en automatique devront être réalisées et positionnées de telle manière qu'elles ne présenteront aucun point faible et aucune trace de calamine.

Il ne sera toléré sur site aucun façonnage au cours des opérations de montage (perçages, coupes, soudures seront absolument interdits).

La précision de fabrication en atelier de tous les éléments devra permettre l'exécution des opérations d'assemblage sur site avec les tolérances habituelles sans entrainer de contraintes permanente dans les ouvrages.

Sur tous les ouvrages usinés ayant subi un traitement de surface, soumis aux exigences de la garantie décennale, il ne sera toléré sur site aucun façonnage au cours des opérations de montage (les perçages, coupes, soudures seront absolument interdits).

Les bavures et arrêtés vives seront enlevées par meulage.

L'oxycoupage manuel des chanfreins à souder est interdit.

L'entreprise vérifiera que l'état de surface des assemblages ne comprend pas de déformations susceptibles d'abaisser le coefficient de glissement au-dessous de la valeur requise.

Toutes les surfaces ainsi déformées seront rendues planes par usinage.

4.3.2. Certifications QUALITÉ

La liste ci-dessous est non exhaustive et le titulaire se doit de répondre aux différentes normes applicables.

Toutes les Normes NF relatives au Mobilier de Collectivité.

Toutes les Normes NF relatives au Mobilier Technique

Toutes les Normes NF relative au Mobilier de bureau.

AFNOR NF D 67-002 Ameublement. Terminologie du mobilier de bureau.

AFNOR NF D 62-041 Mobilier de bureau. Meubles de rangement. Caractéristiques générales. Essais. Spécifications.

AFNOR NF D 62-042 Mobilier de bureau. Tables et bureaux. Caractéristiques générales. Essais. Spécifications.

AFNOR NF EN 527-1 Mobilier de bureau. Tables de travail de bureau : Partie 1 : Dimensions.

AFNOR NF EN 1335 -1 Mobilier de bureau. Sièges de travail de bureau. Partie 1 : Dimensions - Détermination des dimensions.

AFNOR NF EN 1335 -2 Mobilier de bureau. Sièges de travail de bureau. Partie 2 : Exigences de sécurité.

AFNOR NF EN 1335 -3 Mobilier de bureau. Sièges de travail de bureau. Partie 3 : Essais de sécurité.

AFNOR XP D 61-040-4 Mobilier de bureau. Sièges. Partie 4 : Qualification des matériaux de recouvrement et de garnissage pour usage en sièges de bureau.

AFNOR XP D 61-044 Mobilier de bureau. Sièges visiteurs. Caractéristiques dimensionnelles et exigences de sécurité.

AFNOR XP D 60-050 Ameublement : Méthodes générales d'essai des finitions.

AFNOR NF EN 1021-1 Meuble rembourré. Allumabilité - Partie 1 : Cigarette.

AFNOR NF EN 1021-2 Meuble rembourré. Allumabilité - Partie 2 : Petite flamme.

AFNOR NF X35-121 Ergonomie – Travail pour écran de visualisation et clavier – Aménagement du local et du poste de travail.

AFNOR NF X35-102 Conception ergonomique des espaces de travail en bureaux.

AFNOR NF X35-122-5 Exigences ergonomiques pour le travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 5 : Aménagements du poste de travail et exigences relatives aux postures.

AFNOR NF X35-122-6 Exigences ergonomiques pour le travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 6 : Guide général relatif à l'environnement de travail.

AFNOR C-15-801 Produits mobiliers comportant un équipement électrique – Mise en œuvre des règles de sécurité électrique.

Toutes les normes NF A sur les produits sidérurgiques, notamment celles relatives aux traitements des états de surface.

NF P 22 471 - Assemblages soudés – fabrication.

NF P 22460 à 471 - Assemblages par boulons à serrage contrôlé

NF P 22 800 - Préparation des pièces en atelier.

NF P 24 101 - Menuiseries métalliques – terminologie.

NF P 26 - Toutes les normes de quincaillerie.

NF D - Ameublement

Toutes les normes concernant le dégagement de produits toxiques par les finitions lors d'une exposition au feu.

Toutes les normes concernant la protection des usagers : auto-stabilité des meubles, sécurité au démontage, absence d'angle vif, ...

Recommandations et exigences de mise en œuvre des fournisseurs et fabricants.

Conformément aux documents de références mentionnés ci-dessus, les matériaux ou matériels entrant dans la composition des ouvrages doivent obligatoirement comporter une marque N.F. de conformité aux normes.

Tous les DTU concernés par les matériaux et procédés employés à l'exécution.

4.3.3. Rappel des notions de sécurité incendie

Bâtiments Eiffel et Bouygues :

L'école est assujettie à la réglementation générale des Etablissements Recevant du Public. Les deux bâtiments seront classés en ERP de première catégorie d'activité principale de type R et activités associées de type N, S, L et PS (bâtiment Eiffel) et en catégorie R, X, L, N, Y, PS (bâtiment Bouygues).

L'ensemble des matériaux doivent respecter les normes de classement au feu suivant les articles AM du Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP.

Bâtiment Breguet :

L'école est assujettie à la réglementation générale des Etablissements Recevant du Public. Le bâtiment est classé en ERP de première catégorie d'activité principale de type R et activités associées de type L, N et W.

L'ensemble des matériaux doivent respecter les normes de classement au feu suivant les articles AM du Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP.

Bâtiment Sébastienne Guyot :

L'école est assujettie à la réglementation générale des Etablissements Recevant du Public. Le bâtiment est classé en ERP de deuxième catégorie d'activité principale de type R et activités associées de type N, X et PS.

L'ensemble des matériaux doivent respecter les normes de classement au feu suivant les articles AM du Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP.

5. Matériaux et description des 4 gammes

Le cahier des charges du dossier porte sur **4 gammes différentes** intitulées comme suit :

- GAMME 1 : TABLES ET BUREAUX
- GAMME 2 : ASSISES
- GAMME 3 : RANGEMENT
- GAMME 4 : MOBILIER SPECIFIQUE

La gamme 4 comprend notamment (liste non exhaustive) : les mobiliers espaces ouverts (canapés, fauteuils ...) ou en quantités réduites, meubles détente génériques, mobilier espaces de restauration, mobilier événementiel (tables, chaises...).

Les visuels proposés dans les fiches des gammes sont non contractuels, il s'agit d'un aperçu du produit donné à titre indicatif. Le titulaire devra cependant proposer dans son offre des références se rapprochant le plus possible esthétiquement des caractéristiques présentées.

Le titulaire devra également pouvoir répondre à un besoin de création ou renouvellement de mobilier sur mesure. Ce besoin fera l'objet d'une demande spécifique comprenant une étude et l'établissement d'un devis.

Le frais de déplacement et d'étude ne feront pas l'objet d'une facturation supplémentaire. Le devis proposé par le titulaire devra être accompagné d'une offre technique détaillant les matériaux proposés, dimensions, caractéristiques techniques et d'entretien ainsi que de visuels permettant l'appréciation de la proposition.

5.1.Gamme 1- TABLES ET BUREAUX

La gamme concerne l'ensemble des tables de travail et de réunion, des bureaux ainsi que les celles des salles de réunion et de restauration.

Bureaux : Les postes de travail apparaissent non seulement en bureau individuel mais aussi en groupement de 2, 3, 4, 5 ou 6 personnes. Le bureau 'de base' devra pouvoir permettre diverses formes d'extension à tout temps :

- L'extension par l'addition d'une 'table annexe' : un choix entre deux tailles de tables annexes seront offert aux usagers ;
- L'extension sous forme d'ajout (ou retrait) d'un ou plusieurs postes de travail, permettant une flexibilité permanente dans les bureaux ;
- L'option du placement (ou retrait) immédiat ou futur d'écrans latéraux ou longitudinaux entre deux postes de travail.

Il est impératif que toutes les références soient équipées de patins pour sols durs.

Tables de réunion : La série de tables de réunion comprend diverses tailles. Il est impératif que ces tables soient visiblement de la même série. La gamme implique dans certains cas une composition en plusieurs éléments afin d'obtenir la taille voulue. Il est impératif que toutes les références soient équipées de patins pour sols durs.

Tables de travail pour étudiants et pour enseignants : tables simples / ou doubles. Il est impératif que toutes les références soient équipées de patins pour sols durs.

Tables 'informelles' rondes et carrées et couleurs noir ou blanc pour les bureaux (tables de réunion) et dans les espaces de restauration. Cette série de tables apparait en deux couleurs et divers dimensions et hauteurs. Il est impératif que toutes les références soient équipées de patins pour sols durs.

Série de tables d'enseignement : série fonctionnelle qui doit permettre la flexibilité de positionnement et des combinaisons multiples. Il est impératif que toutes les références soient équipées de patins pour sols durs.

Finitions : Pour toutes les surfaces de tables à finitions 'contreplaqués' sera exigé une surface mate à faible réflexion, résistante et facile à entretenir, permettant de ne pas laisser de traces de doigts et de graisse.

5.2.Gamme 2 - ASSISES

La gamme 2 concerne toutes les chaises aussi bien pour l'enseignement que pour les bureaux ou les espaces ouverts.

Toutes les assises doivent être fournies avec des patins appropriés aux sols durs.

Chaises d'enseignants, d'étudiants et de bureaux : toutes doivent être des chaises de travail et doivent se conformer à ce but. Il est impératif que toutes les références soient équipées de patins pour sols durs.

5.3.Gamme 3 - RANGEMENT

Cette gamme concerne les meubles de rangement des bureaux, les caissons et les armoires.

Il est impératif que toutes les références soient équipées de patins pour sols durs.

Rangements : la série d'armoires comprend également plusieurs variantes au choix de l'utilisateur dans les bureaux : elle varie d'un simple meuble de rangement ouvert de moyenne hauteur jusqu'à une armoire haute avec portes – perforées pour raisons acoustiques – avec serrures. Ces meubles de rangement sont par endroit posés librement dans l'espace, ce qui implique que l'arrière de l'armoire doit être traité proprement. La série inclut également les caissons. Tous doivent maintenir une relation esthétique entre eux et faire partie d'une seule et même série.

5.4.Gamme 4 – MOBILIER SPECIFIQUE

La gamme nommée mobilier spécifique concerne les pièces de mobilier différentes du mobilier courant (style, fonctionnalité particulière, etc.). Ces pièces apparaissent en quantités réduites et avec des besoins spécifiques (porte manteaux, lampes etc...). Cette gamme permettra également l'aménagement des différents espaces ouverts (canapés, fauteuils ...)

Ecrans acoustiques : Une série d'écrans acoustiques est prévue sur et entre les bureaux : ces différents types d'écrans doivent maintenir une relation esthétique. Les écrans posés au sol librement doivent être suffisamment stables.

Le mobilier événementiel doit répondre aux différents types d'événements sur nos sites (ex : Forum d'entreprises, Table Ronde, Jeux d'entreprises, Coding Week, Remise des diplômes). Tous ces événements peuvent rassembler de 200 à 3000 personnes et nécessiter des manipulations fréquentes du mobilier (installation/désinstallation).

L'offre du candidat sur cette gamme devra contenir du mobilier pour la restauration et l'extérieur (tables rondes ou rectangulaires, mange-debout, tables pique-nique, etc.).

Les références de cette gamme doivent être pratiques et faciles à déplacer et à installer, et garantir un stockage efficace et optimisé.

6. Délais de livraison et gestion des commandes non-conformes

6.1.Devis

Le titulaire dispose d'un délai de 3 jours afin de remettre un devis au pouvoir adjudicateur par mail.

Dans tous les cas de figure, les devis doivent faire apparaître :

- Le délai de livraison ou la date estimée de livraison
- Le lieu de livraison
- Le délai de disponibilité ou d'indisponibilité du produit

A la suite de quoi le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'acceptation ou de refus de ce devis.

6.2.Délai de livraison

Les délais maximums de garantie de livraison doivent être au plus de 6 semaines.

Ainsi, considérant le délai maximal de livraison auquel il est astreint, le titulaire veillera à assurer une planification de ses fournitures et installations en périodes d'activité et d'ouverture de l'établissement.

Sur base des éléments figurant au présent article, il ne pourra en aucun cas se prévaloir d'aucune justification ou explication de retard ou défaut de livraison en raison de ces périodes de fermeture. De même qu'il ne pourra réclamer de réparation pécuniaire en raison de cette période.

Une prolongation ponctuelle du délai de livraison peut être accordée par le Pouvoir adjudicateur en cas d'éléments le justifiant.

6.3.Gestion des fournitures non-conformes et des reliquats

Dans le cas où le provisionnement du stock du titulaire se trouve insuffisant en quantité concernant la commande formulée dans les devis, le titulaire dispose de 15 jours consécutivement au délai en vigueur pour garantir ou compléter sa livraison.

En cas de non-transmission des reliquats dans ce délai de 15 jours, une pénalité pourra être appliquée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité d'annuler la commande sans indemnités et de faire exécuter par un tiers les prestations de cette commande.

Les reliquats devront être mentionnés par le titulaire sur les bons de livraisons qui devront être joints obligatoirement.

6.4.Visites et bilans annuels

Le titulaire sera astreint à un bilan annuel auprès des responsables du Pôle réception de CentraleSupélec.

Cette rencontre permettra de faire un point sur l'année écoulée, évaluer le bon fonctionnement de la collaboration et identifier d'éventuelles évolutions.

7. Constatation de l'exécution des prestations

Outre le contrôle qualité interne que le titulaire se doit d'effectuer lors de toute commande et livraison, des opérations de vérification sont effectuées de manière additionnelle par les responsables du pôle réception de CentraleSupélec et par les représentants des services commandeurs.

Les vérifications sont quantitatives et qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la prestation n'est pas conforme aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider d'accepter la livraison ou mettre en demeure le titulaire :

- soit de prendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

A l'issue des opérations de vérification le pouvoir adjudicateur prend une décision d'acceptation ou de refus de la prestation.

8. Garantie des prestations

8.1. Garantie sur ensemble du mobilier

Une garantie de 2 ans est exigée pour l'ensemble des fournitures de mobiliers couvrant tous vices de production, de fonctionnement et de défauts de matériaux.

Le point de départ d'application de la garantie est la décision de notification d'admission de la prestation.

En ce qui concerne le suivi d'utilisation courante du mobilier, le titulaire s'engage à garantir un service après-vente pour maintenance et remplacement d'éléments structurels à l'identique du tarif initial pendant la durée du marché. Les pièces détachées devront être disponibles pendant une durée minimale de 4 ans.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la livraison de mobilier reconnue comme défectueuse. Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport nécessaires pour la remise en état et/ou le remplacement.

Le délai dont dispose le titulaire pour procéder à la réparation ou le remplacement des mobiliers défectueux ou non-conformes est de 1 mois.

8.2. Garantie des autres pièces

Le titulaire devra mettre à disposition une garantie annuelle sur les serrures de mobiliers divers.

Le titulaire met à disposition un catalogue de pièces détachées pouvant être commandées par le pôle réception de CentraleSupélec.

Pour toute demande de SAV, le titulaire s'engage à être joignable et à assurer un retour dans un délai maximum de trois jours à compter de la prise de contact.

9. Performances environnementales et sociales

L'Ecole CentraleSupélec compte parmi les établissements engagés dans une démarche de développement durable et souhaite que ses achats soient cohérents avec ses valeurs et ses engagements en matière de responsabilité environnementale et sociétale.

Dans ce cadre, et en application de la politique nationale d'achat public durable, l'établissement sera sensible à la maîtrise de l'empreinte écologique du titulaire, à travers des exigences environnementales et une responsabilité sociale.

9.1.Exigences environnementales

Le titulaire devra démontrer sa démarche en faveur de la réduction de l'impact environnemental de ses produits et services. Les éléments suivants seront particulièrement observés :

- **Durabilité et réparabilité du mobilier** : les produits proposés devront être conçus pour durer et permettre un usage prolongé. Les pièces détachées devront être disponibles pendant une durée minimale de 4 ans.
- **Éco-conception et certification** : les mobiliers devront privilégier des matériaux issus de forêts gérées durablement (bois certifié FSC ou équivalent) et respecter des labels environnementaux reconnus (NF environnement, écolabels européens) ;
- **Analyse du cycle de vie et affichage environnemental** : le titulaire devra fournir des éléments attestant de la performance environnementale des produits, notamment au travers d'analyses du cycle de vie ou d'un affichage environnemental ;
- **Gestion des déchets d'emballages** : le titulaire sera responsable de la gestion des déchets générés lors de la livraison et de l'installation du mobilier. Il devra assurer la reprise systématique des cartons, films plastiques, mousses de protection, palettes, etc.) et leur traitement dans les filières adaptées, en privilégiant le réemploi et le recyclage. Un justificatif attestant de la bonne gestion de ces déchets pourra être demandé au titulaire ponctuellement.

9.2.Responsabilité sociale

La politique sociétale (conditions de travail, santé et bien-être, formations, etc.) est une des préoccupations de CentraleSupélec ; il est demandé au titulaire de respecter les initiatives mises en place pour les usagers de l'établissement.

Par ailleurs, CentraleSupélec doit s'assurer de l'engagement RSE de ses partenaires. L'école attend du titulaire qu'il soit transparent sur sa politique sociale. Les éléments suivants seront particulièrement observés :

- Conditions de travail et bien-être des collaborateurs ;

- Égalité Femmes/Hommes ;
- Insertion de personnes en situation de handicap ;
- Insertion professionnelle de personne éloignées de l'emploi ;
- Formation et développement en compétences ;
- Stabilité de l'emploi.

Le titulaire précisera dans son offre l'ensemble de sa démarche environnementale, ses engagements et les preuves disponibles (certifications, rapports RSE, fiches techniques, etc).

9.3.Haute Qualité Environnementale

Il est attendu du titulaire qu'il privilégie dans le choix des matériaux, du confort visuel et du confort acoustique, une Haute Qualité Environnementale (H.Q.E.). Ce dernier devra pour cela se conformer aux normes en vigueur pour les matériaux et pour la remise d'installations propres.

De manière exclusive et obligatoire, le mobilier respecte :

- L'évolutivité pratique et technique dans la configuration des espaces ;
- Le confort et l'ergonomie dans les espaces de cours et de travail (il serait apprécié que les propositions intègrent, dans la mesure du possible, du mobilier répondant aux exigences d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap) ;
- Le respect des normes (NF, incendie,) des mobiliers pour les collectivités.